

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRÉ COLOMER
123, Rue Montmartre, PARIS (2°)

ABONNEMENTS

| POUR LA FRANCE | POUR L'ÉTRANGER |
|-------------------------------|-------------------|
| Un an..... 48 fr. | Un an..... 80 fr. |
| Six mois.. 25 fr. | Six mois.. 41 fr. |
| Trois mois 13 fr. | Trois mois 22 fr. |
| Chèque postal Ferandel 586-65 | |

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

GERMAINE BERTON ACCUSE L' "ACTION FRANÇAISE"

Face à la Meute

Fièvre et douce elle a affronté résolument la meute. Elle est venue dans cette salle d'Assises, remplie soigneusement de tous ses ennemis, de tous les ennemis du Prolétariat qu'elle aime, tout simplement et sans rien renier d'elle-même, rien, depuis le meilleur de son âme courageuse et de son esprit volontaire jusqu'aux faiblesses de son corps de jeune fille tourmentée par la vie brutale des hommes sociaux.

Elle est venue et elle a dit ce qu'elle avait voulu, ce qu'elle n'avait pas pu faire. Elle a dit son affection comprimée depuis l'enfance jusqu'à ses vingt ans sans amour. Elle a dit tous ses grands espoirs refoulés par les coups répétés de la misère et de la trahison. Elle a dit la flamme inextinguible de sa foi dans l'individu et son horreur des monstres d'Automatisme qui poussaient sans répit les êtres humains aux carnages de la haine.

Elle a dit tout cela et sa dure volonté d'accomplir elle-même la fin de ce cauchemar. Elle s'est montrée telle qu'elle était à l'heure de son acte : impatiente d'en finir avec la hantise des millions de victimes de Léon Daudet, qui semblaient lui crier : « Venge-nous ! »

Pour atteindre l'effroyable provocateur à tous les crimes de l'Etat, elle a tué le lieutenant que le lâche général envoyait à sa place au front de bataille. Marius Plateau est tombé sous ses balles.

Ah ! certes, elle a eu — elle qui hait le meurtre — le dégoût de devoir tuer. Mais elle s'est dit hier — comme au lendemain de l'attentat — sans regret, car elle ne cesse de penser à tous ceux

qui sont morts au poteau d'exécution, à tous ceux qui subissent la torture du bagne, par la volonté des gens d'Action Française. Et Marius Plateau était le chef des Camelots du Roi.

Germaine Berton ne demande la pitié de personne. Elle n'essaie pas d'attendrir sur son sort. Elle exige bien plus que cela.

Aux gens qui osent parler au nom de la justice, et qui veulent exercer solennellement la justice, elle déclare :

« Comprenez-moi. Aimez-moi telle que je suis : impitoyable pour les bourreaux de mes frères les hommes de bonne volonté, impitoyable pour que soit brisée l'action des monstres de guerre et de fascisme ; impitoyable contre ces êtres sans pitié, avides d'édifier sur les ruines de notre jeunesse le triomphe de leur pourriture. Comprenez-moi telle quelle. Et me sauvant, sauvez aussi la vie de vos propres enfants que guette la guerre prochaine. »

La voix de Germaine Berton, hier, s'est fait entendre, nette et pure, bien au-dessus de cette salle, vers tous ceux qui suivent avec angoisse l'issue de ce procès. Cependant, on sentait, dans la salle même, comme un grand étonnement, bien proche de l'admiration, s'emparer des esprits les moins bien disposés à l'égard de l'anarchiste. Du respect envahissait les yeux des magistrats eux-mêmes.

Comment un Léon Daudet pourra-t-il, dans cette atmosphère créée par l'idée pure de Germaine Berton, se permettre d'ouvrir les égouts de sa haine charognarde ?

L'osera-t-il demain ?

LES DEBATS

Dans les Couloirs

Dans les couloirs du Palais de justice, une grande animation règne. De nombreux camarades ont répondu à l'appel du *Libertaire*. On remarque, surtout, les gars du bâtiment, des Jeunesses anarchistes et syndicalistes ; quelques membres des Jeunesses communistes se sont joints à eux.

Ils donnent tous une impression de force calme et décidée.

Les camelots du roi passent tranquilles et sages. Durant toute l'après-midi, aucun incident ne se produira et les débats se poursuivront dans le calme.

Avant l'Audience

Est-ce une audience publique ? Les portes sont soigneusement gardées et, à part la presse, les témoins et les avocats, on ne remarque guère dans la salle que des figures d'« à côté », mouches et guêpes de tout acabit. Ah ! les pauvres copains qui espèrent, en ce jour, revoir leur chère Germaine ! Ils doivent être bien déçus ! Et elle aussi qui ne reconnaît pas beaucoup de figures de connaissance dans cette salle ridiculement officielle !

La Cour !

Midi 45... Les horribles pantins rouges font leur entrée. Ce sont : le président Pressard et ses assesseurs. En raison de la longueur probable du procès, l'avocat général Sps-Olive demande l'adjonction de deux jurés suppléants et d'un magistrat adjoint à la Cour.

Germaine entre !

Tout à coup, un ordre bref du président : — Faites entrer l'accusée ! Et Germaine Berton entre. Tout de suite elle nous apparaît très amaigrie, les traits tirés, mais toujours ferme, affrontant avec courage la justice bourgeoise. Elle est vêtue de gris avec un col blanc et sur sa robe pend une lavallière. Dans ses cheveux courts, rejetés en arrière, un ruban vert.

L'interrogatoire d'identité

Le président s'adressant à Germaine Berton :

- Votre nom ?
- Germaine Berton.
- Votre profession ?
- Sans profession.
- Votre domicile ?
- Sans domicile.
- Votre âge ?
- Vingt ans.
- Votre lieu de naissance ?
- Puteaux.

Le greffier donne lecture de l'arrêt de renvoi de la Chambre des mises en accusation et de l'acte d'accusation.

Par les passages que nous en reproduisons ci-dessous, nos lecteurs verront que

la justice officielle de la République a repris à son compte les infamies calomnieuses inventées à plaisir par les gens du Roy contre notre bonne camarade Germaine Berton :

Germaine Berton naquit à Puteaux en 1902. Son père était constructeur mécanicien, sa mère institutrice libre et elle avait dix ans quand ses parents l'emmenèrent habiter Tours. C'est là qu'elle perdit son père, en 1919, et, peu après, sans s'inquiéter de ce que sa mère était devenue, elle commença à fréquenter les milieux révolutionnaires de Tours, s'y comportant bientôt en anarchiste militante déterminée.

En 1921, l'accusée vient se fixer à Paris et y réside depuis lors, à peu près sans interruption, vivant dans la société des anarchistes et prélevant au lieu de s'assurer par le travail des ressources honorables subsister misérablement des libéralités incertaines de divers camarades libertaires dont elle devenait la maîtresse passagère.

Aussi bien, elle n'a pas cessé de revendiquer, avec une orgueilleuse prétention, sa responsabilité intégrale ; bien loin de regretter l'acte abominable qu'elle a commis, elle ne songe qu'à s'en glorifier.

Presque partout où a passé l'accusée, elle a laissé le souvenir d'une fille violente, vaniteuse, paresseuse, malpropre, de mœurs dissolues et malhonnête au point de vue de la simple probité.

Le président fait connaître à Germaine Berton qu'elle est inculpée d'assassinat.

L'Appel des Témoins

Puis, sur un ordre, le greffier procède à l'appel des témoins à charge et à décharge. Si MM. Real del Sarte et Pujos sont là, M. Léon Daudet brille par son absence.

Par contre, de nombreux militants, cités tant par la défense que par l'accusation, répondent à l'appel de leurs noms.

On voit se retirer dans la salle des témoins : la bonne Séverine, Georges Pioch, Pierre Hamp, Ernest Judet, Victor Mérie, Gouttenoire de Toury, Marcel Cachin, Vaillant-Couturier, Frossard, Lecoin, Noël Garnier, Jean Longuet, Madeleine Colomer, Dudilleux, Urbain Gobier, le général Sarraïl, etc...

Le président indique aussitôt que tous les témoins à décharge peuvent disposer de leur temps, car, sans doute, ne seront-ils pas interrogés avant jeudi.

Quant aux témoins à charge, il est possible qu'on en entende aujourd'hui, mais bien peu.

Un incident

Avant que commence l'interrogatoire, M. Henry Torrès demande la parole :

— Je voudrais, monsieur le président, dit-il, vous poser une question. Dans le

dossier d'« association de malfaiteurs », qui est clôturé par un non-lieu, figurent deux pièces cotées 75 et 76, qui ne portent aucune signature, aucune indication d'origine, aucun enregistrement, en un mot aucune identité judiciaire. D'où viennent ces pièces ?

Le président. — M. Joly m'avait signalé la présence de ces deux pièces. J'ai fait demander à ce sujet des explications à M. le juge d'instruction. Celui-ci m'a répondu que ces pièces lui avaient été remises par M. Réal del Sarte qui les tenait d'une Mlle Doucher.

— car ce n'est pas moi qui l'ai quittée, c'est elle, — je travaillais encore à Saint-Pierre-des-Corps. A partir de ma onzième année, je n'ai jamais reçu un baiser de ma mère.

« Lorsque ma mère m'a quittée, j'étais toujours à Saint-Pierre-des-Corps, chez ma tante.

« Un jour, en rentrant, ma tante me dit : « Ta mère est partie. Elle m'a dit qu'elle n'avait pas le temps de t'embrasser. »

« Et, depuis, je n'eus plus aucune nouvelle de ma mère. »



Germaine BERTON

M. Torrès. — Je ne déposerai aucune conclusion à ce sujet, me réservant le droit de m'expliquer quand je le jugerai à propos.

L'incident est clos.

L'interrogatoire

Le président fait savoir à Germaine Berton qu'il va procéder à son interrogatoire, mais qu'avant d'arriver « au fait direct » il jettera un coup d'œil sur son passé, sur sa moralité, sur ses « fréquentations », afin que MM. les jurés connaissent bien celle qu'ils auront à juger.

Pour bien juger quelqu'un il faut le bien connaître.

— Je vous préviens, lui dit-il, que vous aurez toute latitude de vous expliquer et de faire toutes déclarations qui sembleront utiles à votre défense.

« Vous êtes née à Puteaux le 7 juin 1902. Vous avez vingt ans et demi. Votre père était constructeur mécanicien et votre mère institutrice libre. En 1912, — vous aviez dix ans — vous avez suivi vos parents qui vinrent se fixer à Tours. Vous y êtes restée jusqu'à la mort de votre père, en 1919.

« Très studieuse, vous avez passé avec succès votre certificat d'études. Puis, vous continuâtes vos études à l'Ecole supérieure professionnelle de Tours, où vous êtes restée environ un an et demi.

« Si votre travail ne laissait rien à désirer, il n'en était pas de même de votre caractère et vous avez laissé, de votre passage dans ces écoles, un « souvenir détestable ». Vous passiez pour une élève insubordonnée.

« Ensuite, vous avez travaillé à l'Ecole des Beaux-Arts de Tours, où vous avez obtenu plusieurs récompenses. Vous appreniez avec une certaine facilité, mais votre famille ne s'entendait pas avec vous. Votre mère vous reprochait votre paresse. »

Germaine Berton. — Monsieur le président, messieurs les jurés, quand j'habitais Tours, j'allais travailler à Saint-Pierre-des-Corps. Et, lorsque ma mère m'a quittée,

Le président. — Vous êtes arrivée à Paris et vous avez travaillé à la Compagnie des Fours Mécaniques.

« Puis, vous êtes retournée à Tours, où vous avez travaillé ; à Chinon, où vous donniez des leçons de dessin.

« En 1920, — vous aviez dix-huit ans — vous vous lancez ardemment dans la lutte révolutionnaire. Vous devenez une militante ardente. Vous fûtes d'abord communiste. »

Germaine Berton. — En effet, depuis longtemps je m'occupais de politique. C'est ce que me reprochait ma mère qui trouvait qu'une jeune fille ne doit pas s'occuper de ces questions-là, car cela pouvait nuire à sa réputation. Je crus, quant à moi, de mon devoir de continuer la lutte que j'avais entreprise.

Le président. — Vous n'avez jamais été communiste ?

Germaine Berton. — J'écrivais au journal *Le Réveil de Tours*. Mais j'ai quitté le Parti après le Congrès de Tours. A ce moment, j'étais secrétaire du Comité de défense syndicaliste résident à Tours. J'ai été congédiée de l'usine de Saint-Pierre-des-Corps pour ma propagande syndicaliste.

Le président. — Donc, vous avez adhéré au Parti communiste. Vous écriviez dans *Le Réveil de Tours*, et, dans les discours que vous prononciez et les articles que vous rédigez vous prêchiez la violence, l'action directe.

« Parlant de la République et de la France, vous employiez des termes désobligeants.

« De la République, vous écriviez : « Cette salope au mufla barbouillé de sang... » « Quant à la France, vous la traitiez de « marâtre ignoble qui envoie ses fils crever sur les champs de carnage ! »

« Ce langage n'est pas celui d'une Française. Vous n'êtes pas Française, vous réniez votre nationalité et cependant la France c'est la victoire du droit ! »

Germaine Berton. — Je ne répudie rien de cette phrase.

Le président. — Vous avez été chassée

du Parti communiste pour actes d'indélicatesse commis au préjudice de « camarades d'idées ».

Germaine Berton. — C'est à tort que le brigadier Ballerat a prétendu cela. J'ai demandé en vain que l'on recherchât les collections du *Réveil*, où ma démission a été insérée. J'ai quitté librement le Parti communiste, car je ne voulais pas adhérer à Moscou qui voulait subordonner le syndicalisme et le placer à la remorque d'un gouvernement.

« Du reste, les témoins de Tours précisent les faits. »

Le président. — Vous vous liez ensuite avec des anarchistes : MM. Lecoin, Larapide, Marie Morand... »

Germaine Berton. — Je me suis liée à tous les camarades du *Libertaire*.

Le président. — Vous avez été arrêtée pour outrages aux agents et vous avez été condamnée par la treizième chambre à trois mois d'emprisonnement et vingt-cinq francs d'amende.

Germaine Berton. — Ce n'étaient pas des agents que j'avais « outragés », mais un officier ministériel.

Le président. — Vous aviez été réclamer au commissariat du Pré-Saint-Gervais des papiers vous appartenant. On n'a pas trouvé ces papiers.

Germaine Berton. — On n'a pas voulu les trouver.

Le président. — Alors, vous avez traité de menteur le commissaire et vous l'avez giflé !

Le président fait ensuite mention d'une lettre écrite à Mme Bernain de Ravisi par Germaine Berton et dans laquelle notre camarade entretenait cette dame de sa situation douloureuse qui l'avait contrainte à recourir à l'avortement.

Germaine Berton. — C'était une lettre privée. Dans une lettre, on peut écrire ce que l'on veut !

Le président. — En sortant de prison, vous vous trouviez dans une pénurie complète. Alors, avez-vous cherché du travail ?

Germaine Berton. — Mais certainement.

Le président. — Charles d'Avray vous a recueillie fin décembre.

Germaine Berton. — Rapportez-vous à la déposition d'Avray.

Le président. — De quoi viviez-vous ?

Germaine Berton. — Je vivais grâce à la solidarité des anarchistes.

Le président. — Vous avez détourné des mandats quand vous étiez administrateur du *Libertaire*.

Germaine Berton. — Je ne l'ai jamais été. J'ai quitté le *Libertaire* un moment, à cause de divergences d'idées au point de vue social.

Le président. — Dans une autre lettre à M. Allard, vous avez dit...

Germaine Berton. — Ces lettres étaient une feinte. Je savais, d'autre part, que certains policiers avaient prétendu que j'avais détourné de l'argent.

Le président. — En juin 1922, vous avez été condamnée pour vol et recel. On a trouvé sur vous, dans votre corsage, un poignard.

« En septembre 1922, vous vous remettez à travailler. M. Coste, votre patron, donne des renseignements favorables sur vous : « Un modèle de conduite et de travail », dit-il.

« Mais M. Coste vous congédie pour votre manque d'honnêteté, parce que vous avez trompé sa confiance... »

« Vous avez aussi, dans une lettre adressée par vous à la supérieure de l'Œuvre des Petites Sœurs des Pauvres, demandé un secours.

Germaine Berton. — J'appelle ça une faiblesse et je la revendique comme tout ce que j'ai fait.

Le président. — Vous sonniez aussi à la porte des Dames Protestantes.

Germaine Berton. — Je le reconnais. Le président donne ensuite lecture d'une lettre à M. Coste dans laquelle Germaine Berton écrivait :

« Si un jour celle que la police appelle la « Vierge noire » commet un crime et va à l'échafaud, souvenez-vous d'elle. »

Le président. — Vous étiez, dès lors, décidée à commettre un crime ?

Germaine Berton. — Non ! le ton de ma lettre était naturel. Il était d'une anarchiste individualiste.

Les refuges

Le président. — Vous aviez demeuré rue Pierre-Nys. Le 13 décembre, vous avez été demeurée rue Lécuyer, chez Gohary, dit « Harman ». Vous l'avez quitté pour aller vivre quelques jours chez Ch. d'Avray. Vous avez passé deux jours chez Boucher, dit « Rondel ».

« On ne sait pas où vous avez passé les nuits du 31 décembre au 22 janvier. »

Germaine Berton. — Si on retrouvait trace de mes passages, cela ne compromettrait en rien les personnes avec qui j'ai vécu.

Le président. — Bien qu'agée de vingt et un ans, vous étiez, depuis longtemps déjà, une anarchiste militante déterminée, ardente et agissant en voie de l'action individuelle.

« Dans la chambre de Gohary, on a trouvé de vous une brochure : *De l'acte individuel à l'action collective*. L'essentiel c'est le résultat qui doit être complet pour réaliser de salutaires exemples... »

« Elevée dans des conditions fâcheuses,

d'un caractère froid en apparence, mais au fond ardent.

« Vous avez été de la théorie au fait. »

« Avant le 20 janvier, vous n'aviez aucun rapport avec l'Action Française ? »

Germaine Berton. — Aucun.

Le président. — Vous avez demandé le 20 janvier à être reçue par Léon Daudet, soi-disant pour le prévenir d'un attentat dont il était menacé.

« Vous avez été 31, rue de Bellechasse, domicile de la mère de Léon Daudet, Mme Alphonse Daudet, où l'on vous a dit qu'il demeurait 31, rue Saint-Guillaume. Là, on vous a dit qu'il ne recevait qu'à l'Action Française. »

« Pourquoi avez-vous écrit à M. Léon Daudet cette lettre ? »

Germaine Berton. — C'est parce que je savais bien qu'on recevait à l'Action Française les traitres à bras ouverts.

Le président. — Alors, vous avez joué le rôle de traître !

Germaine Berton. — Oui, monsieur, je l'ai joué.

Le président demande au greffier de lire la lettre qu'écrivait Germaine Berton à M. Allard, beau-frère de M. Léon Daudet.

(Dans cette lettre, elle raconte sa vie et se dit dégoûtée de l'anarchie, prête à trahir les anarchistes et décidée à faire des révélations.)

Germaine Berton. — J'ai écrit cette lettre pour inspirer confiance à l'Action Française.

Le président. — Vous avez donné, la première fois, à MM. Allard et Plateau, des renseignements qui ne leur sembleraient pas nouveaux.

Germaine Berton. — Pour des policiers d'Action Française, c'était naturel.

Le président. — Vous ne connaissiez pas la personnalité de Plateau ?

Germaine Berton. — Allons donc, M. Allard m'a dit : « Mademoiselle, nous allons vous recevoir un instant. Je vais vous présenter M. Plateau qui est le grand chef des camelots du roi. »

Le président. — Vous étiez venue pour assassiner M. Léon Daudet ?

Germaine Berton. — Oui, monsieur.

Puis, se tournant vers les jurés, elle leur dit fièrement :

« Messieurs les jurés, j'ai déjà déclaré que je rendais responsable l'Action Française de l'assassinat de Jaurès et d'avoir développé l'animosité et la haine, non seulement entre les nations, mais encore entre les Français. »

« Les royalistes ont employé tous les moyens : calomnie, faux, escroquerie, assassinat. »

« Après s'être opposé plusieurs fois contre l'annexion, Léon Daudet voulait l'occupation de la Ruhr et la marche sur Berlin. »

« J'ai pensé alors que les combats allaient recommencer par la faute de l'Action Française. En 1914, j'avais vu les soldats partir. Je les ai vus revenir en permission, cotés, boueux, à Tours, s'affaler de fatigue sur un trottoir, alors que des officiers, brillants, sanglés dans leurs uniformes, s'abattaient le champagne aux terrasses. J'ai vu l'orgie de certains gradés à qui la rue appartenait. »

« J'ai vu les mutilés de la guerre, mais ce qui m'indignait par-dessus tout, c'était l'attitude de Daudet qui voulait provoquer la guerre civile afin d'instaurer le régime royaliste. »

« A Tours, j'ai vu aussi l'orgie et la débâcle de certains gradés auxquels les vieillards et les enfants devaient céder le pas. »

« Je me suis révoltée parce que j'ai évoqué les 1.500.000 morts. Alors, dans mon angoisse, l'idée m'est venue de frapper l'ennemi de la classe ouvrière — ma classe — et l'ennemi aussi de votre République à vous, messieurs les jurés. »

« J'ai essayé d'atteindre Daudet, mais Daudet n'est jamais à l'avant. Il fait toujours marcher les autres devant. »

« M. Daudet étant introuvable, je lui écrivis la première lettre. A 5 heures, je me présentai à l'Action Française. M. Allard revint avec ma lettre dépliée à la main, en me disant qu'on allait me recevoir dans quelques instants, en m'annonçant que je me trouverais en présence de M. Plateau, le grand chef de la ligue d'Action Française. »

« Je connaissais déjà Plateau depuis 1916 où je l'avais vu à Tours. Quelques jours avant, le 22 janvier, M. Daudet avait parlé de « son fidèle Plateau ». »

« Je fus introduite par un couloir étroit, sorte de « soupirail ». »

« Mes deux interlocuteurs me semblèrent assez sceptiques lorsque je leur exposai mes projets. Je leur dis que les anarchistes possédaient des lettres sur la vie intime de M. Léon Daudet. »

« Il s'en fut, répondit M. Plateau. Qui est-ce qui pourrait bien publier ça ? D'ailleurs Daudet tient presque tous les journaux. »

Quant aux révélations, Plateau dit qu'il connaissait tout cela et même beaucoup plus.

Plateau lui conseilla de lui téléphoner si elle savait autre chose.

Et elle partit.

Elle lut dans l'« Action Française », l'appel pour la messe anniversaire de Louis XVI à Saint-Germain l'Auxerrois.

Germaine Berton poursuivit son récit. Elle narra sa visite à l'église Saint-Germain-l'Auxerrois le jour de l'anniversaire de la mort de Louis XVI.

« J'y allais, pensant trouver Daudet. Je me le vis pas ; mais j'aperçus Maurras et lorsqu'il quitta l'église, je le suivis, criant ma main sur mon revolver, mais il était trop escorté. Je renonçai à le tuer. J'allai dans les rues, sans savoir où. L'enquête a recherché où j'avais déjeuné ce jour-là. Ah ! bien, oui ! s'agissait de déjeuner ! Je n'avais pas faim ; par exemple, j'avais très soif. Le sang me battait aux tempes. J'entrai dans un café, demandai une menthe à l'eau et rédigeai ma lettre à M. Plateau. Puis qu'est-ce que j'ai fait ? Je ne saurais le dire. J'étais fort troublée. J'en ai perdu le souvenir. Cependant quand j'y pense, quelque chose paraissait me guider. Je me rendis à l'« Action Française » : je remis ma lettre que j'avais écrite à l'adresse de Plateau. Un garçon me proposa d'attendre dans le salon. »

« Je fus reçue par Plateau et Jacques Allard. Plateau était assis, à gauche, en face de sa table de bureau. — Vous avez tort, lui dis-je, de ne pas prêter attention à ce que je vous dis. Mes révélations offrent pour vous un gros intérêt. Les anarchistes sont plus forts que vous ne le pensez. »

« Je vous répète, il y a danger. Je juge

utile de voir M. Daudet. Je précisai davantage devant lui.

« Marius Plateau me regardait attentive-ment. »

« Il n'y a rien à craindre pour Daudet, fit-il négligemment. »

« Puis il essaya d'obtenir des renseignements sur les groupements anarchistes et sur un homme brun, au teint olivâtre, âgé de 28 ans, dont il ne se rappelait pas le nom. »

« Il me parla ensuite de l'A.R.A.C. et me dit qu'il nourrissait une grande animosité contre elle. Il me parla dans de tels termes de tous mes camarades que je sentais le sang battre à coups précipités dans mes artères. Les larmes me montaient aux yeux. Je serrais les poings. C'est alors que l'idée me vint de l'abattre, idée bien inconsciente d'abord. »

« Voyant qu'il ne parviendrait à rien, il eut l'idée d'aborder la question pratique. »

« Combien voulez-vous ? Votre prix ? »

« Je me sentis affolée. On aurait dit qu'il avait le dessein de m'exaspérer davantage. J'avais hâte que tout cela finisse. Mon exaspération fut telle que je voulais la fin. Je me souvins des crimes des camelots du roi qui, dans des réunions, n'hésitaient pas à frapper sur les épaules sans défense. Ainsi, je me trouvais devant le chef de « ces voyous de la haute ». »

« Plateau alla vers la porte. Je tirai. »

« Marius Plateau se précipita pour ouvrir la porte. Il était tourné, m'offrant le dos. Mon revolver était tout armé. Je tirai. Il se retourna, me faisant face, voulut se jeter sur moi, m'arracher mon arme. Dans l'exaspération où je me trouvais, je continuai à presser du doigt sur la détente et Plateau, reculant pas à pas devant moi, franchit la porte. »

« Dans un éclair, je pensai que j'étais anarchiste, et je ne voulais pas comparaître devant une justice dont je ne reconnais pas les lois. »

Et dans un élan sublime :

— La mort ! Ah quelle délivrance ! Je tirai sur moi, mais ne réussis qu'à me blesser.

« J'entendis comme dans un rêve, de grands cris, une galopade, des portes qui claquaient. « Fermez les portes, ne laissez sortir personne », criaient-ils. Puis des jeunes gens arrivèrent vers moi. — C'est elle qui a fait cela ! Ah ! la saleté ! »

« Messieurs les jurés, vous connaissez la suite... »

Germaine Berton a parlé d'une voix posée, mais énergique.

Parfois, elle fut émuante et ce n'est pas sans un serrement de cœur qu'elle pensait à l'immense sacrifice consenti par cette toute petite jeune fille...

L'audience, vers 3 h. 15, fut suspendue pour un quart d'heure.

Reprise de l'Audience

Après une demi-heure de suspension, l'audience est reprise.

Le président va poser quelques questions à Germaine Berton, afin de lui faire préciser sa déclaration.

— Vous vouliez voir Léon Daudet. Selon vos propres termes vous vouliez « que les cloches qui avaient sonné la Saint-Barthélemy sonnassent le glas de sa mort. Mais c'est Marius Plateau que vous avez demandé. »

Germaine répond : « Oui, puisque c'était lui que l'on m'envoyait, quand je demandais Léon Daudet. »

« Maurras est très rose »

Le président. — Mais que vous a dit Plateau quand vous vous êtes trouvés seuls ?

Germaine. — Il m'a dit : Vous ne verrez pas plus Maurras que Daudet. D'ailleurs, vous savez, Maurras, quand il ne connaît pas les gens, il est très rose. »

Le président. — Et puis ?

Germaine. — J'ai précisé déjà que Plateau m'avait demandé des renseignements sur le Comité de Défense sociale.

Le président. — Pourquoi a-t-on trouvé, sur la lettre que vous aviez fait remettre à Plateau, les noms de Casteu et de Baril écrits de votre main.

Germaine. — Je n'en sais rien. Quant à moi je ne lui ai parlé à aucun moment ni de Casteu, ni de Baril.

D'où venait le revolver ?

A ce moment le président recommence à sa façon, d'après le compte rendu du commissaire, le récit du drame, et comme il rappelle les paroles qu'on a prêtées à Germaine : « Dites au Parti anarchiste que j'ai fait mon devoir », Germaine rétorque : « J'ai dit : Dites aux anarchistes et non au Parti anarchiste ce qui n'aurait aucun sens. »

Revenant sur la scène tragique, le président demande :

— Avez-vous quelque chose à ajouter à votre récit de tout à l'heure ?

Germaine répond : « Rien. »

Mais le président insiste :

— Combien avez-vous tiré de coups de revolver ?

Germaine. — Oh ! vous savez, dans ces circonstances-là !

Le président. — Vous aviez votre revolver tout armé ?

Germaine. — Oui, je l'avais armé le matin.

Le président. — D'où venait votre revolver ?

Germaine. — J'estime que la provenance du revolver n'a rien à voir avec mon affaire. D'ailleurs j'ai déjà déclaré que c'était un ami qui me l'avait donné.

Le président. — Un témoin, M. Dubouché, collaborateur de l'Action Française affirme qu'il vous a entendue dire : « On m'a donné le revolver ce matin. »

Germaine. — Qui allez-vous croire, vous chargé de rendre la justice, le commissaire de police de votre gouvernement ou un commissaire occasionnel de l'Action Française ?

Le président. — Dites-nous le nom de celui qui vous a donné le revolver.

Germaine. — A quoi bon créer des ennemis à qui ne savent rien de mes projets ? Je prends toute la responsabilité de mon acte. Quant à moi je ne tiens pas à la vie. Demain les royalistes peuvent me tuer. Je me défendrai mais sans peur de la mort.

Elle voulait tuer Daudet

Le président. — Vous avez déclaré tout d'abord que vous aviez voulu tuer Léon Daudet parce que vous le considériez comme l'ennemi le plus acharné du Proletariat — et que vous vous étiez rendue à la

messe de Saint-Germain-l'Auxerrois dans cette intention.

« Mais vous avez déclaré au commissaire de police qui vous a interrogé aussitôt après l'attentat, que vous avez eu l'intention de tuer Plateau, faute de Daudet. »

Germaine Berton. — J'ai été interrogé trois fois à l'hôpital : une fois par le commissaire de police ; deux fois par le juge d'instruction. Je n'ai rien signé. Ces déclarations que l'on me prête n'ont aucune valeur. Elles ne portent pas ma signature. »

« Quand j'ai été sur pied, j'ai demandé à donner des précisions sur certains points qui n'étaient pas exacts. En réalité je ne suis pas venue à l'Action Française avec l'idée de tuer Plateau. Ce n'est qu'au cours de mon entretien avec lui que l'idée de le tuer m'est venue. »

Le président. — C'est au cours de votre conversation avec Plateau que vous vous êtes rendu compte de son rôle et que vous avez eu logiquement l'idée de vous rabattre sur lui...

Germaine Berton. — Nous sommes dans un siècle où l'élasticité des consciences est à la mode. Je ne suis pas de siècle-là. Rien ne m'empêchera pas de dire toute ma pensée et de parler avec franchise. »

« Le lundi 22 janvier, je venais de Saint-Germain-l'Auxerrois avec mon revolver en poche. Je n'ai pas mangé et je suis venu directement à l'Action Française. »

Le président. — S'il est vrai que vous n'êtes pas revenue la deuxième fois avec l'intention de tuer Plateau, pourquoi êtes-vous venue avec un revolver dans votre poche ?

Germaine Berton. — Je vous rappelle que je suis venue directement de Saint-Germain-l'Auxerrois à l'Action Française. J'avais l'espérance de voir Daudet par l'intermédiaire de Plateau.

Le président. — Vous avez dit : « Je m'étais juré de ne pas comparaître devant les juges », vous aviez donc l'intention de tuer Plateau ?

Germaine. — Mais non ! Je voulais tuer Daudet.

Le président. — Quand en avez-vous eu l'intention ?

Germaine. — Au moment de l'occupation de la Ruhr. Quand j'ai vu l'Action menée par Daudet contre les révolutionnaires qui s'opposaient, au retour de la guerre, quand j'ai vu que le gouvernement suivait Daudet pour faire emprisonner les communistes, mon indignation m'a soulevée. Léon Daudet voulait satisfaire ses vengeances personnelles et ses haines en faisant verser le sang du peuple. Ce monsieur, qui personnellement n'aime pas faire la guerre, voulait provoquer des massacres à la faveur desquels il aurait satisfait ses ambitions personnelles. J'ai voulu mettre un terme à cette carrière criminelle. J'ai voulu l'empêcher de réaliser en France le fascisme. »

A l'Apologie de Plateau, elle oppose les Crimes d'Action Française

A ce moment, le président se met à faire le plus paternel éloge de Marius Plateau. Il pleure en lui l'ancien combattant, le héros de la « Grande Guerre », oubliant de citer tous les exploits de brutalité, tous les actes de bas mouchardage commis par le préfet de police du Roy.

Et s'adressant à Germaine, il dit :

— Cet homme que vous avez tué ne vous avait rien fait.

Germaine répond :

— A moi personnellement, non, mais à mes camarades, mais à tous ceux qui sont en prison pour leur attitude contre la guerre, mais à tous ceux qui, comme moi, ne voulaient pas plier devant la vague de réaction...

Ma conscience me disait d'agir

Le président. — Vous l'avez assassiné.

Germaine. — Il m'a fallu surmonter tout mon dégoût du meurtre pour pouvoir accomplir cet acte. J'étais à bout de force. Je ne pouvais pas ne pas agir. Mais, l'acte accompli, je n'ai pas de regret.

« Le 22 janvier, j'avais présent à l'esprit le rôle à accomplir en complicité avec Léon Daudet. Je ne pensais pas à tuer un homme, mais à venger tous ceux qui sont morts, tous ceux qui sont au bagne par la faute de l'Action Française. »

« Ma conscience me disait d'agir et j'ai agi. »

Le président. — Vous êtes logique, mais insensible.

Germaine Berton. — N'est-ce pas de la sensibilité que de sentir la souffrance de toutes les victimes des gens d'Action Française ?

Le président. — Et vous l'avez exécuté.

Germaine Berton. — Comme il en a exécuté tant d'autres pendant la guerre et depuis la guerre.

Le président. — Ainsi vous revendiquez toute la responsabilité de votre acte ?

Germaine Berton. — Je suis prête à subir la peine que vous m'infligerez.

J'ai agi seule

Le président. — Vous avez dit : « Je n'ai pas de complice, j'agis seule. »

Germaine. — Oui, monsieur, seule. D'ailleurs, un non-lien a été prononcé sur les questions d'association de malfaiteurs.

Le président. — Etiez-vous seule à Saint-Germain-l'Auxerrois ?

Germaine. — L'Action Française a bâti tout un roman là-dessus.

Le président. — Etiez-vous accompagnée d'une femme ?

Germaine. — Mais non.

Le président. — M. Bernard de Vésins dit qu'il vous a reconnue accompagnée d'une femme.

Germaine. — Allons donc ! il n'a pas même été capable de donner une description vraie de mon vêtement.

Puis, le président rappelle toutes les hypothèses par lesquelles l'Action Française prétendit compliquer l'affaire et y impliquer tous ses ennemis :

1° Les confidences faites à Jacques Chennevières par Mlle Dais au sujet de Rubio.

A ce propos, Germaine s'exclame :

— M. Chennevières est un des nombreux faux témoins de l'Action Française !

2° Les révélations faites par une co-détenue nommée Louise Bouchet à M. Guérin, interne à la prison, sur des confidences soi-disant faites par Germaine au sujet d'un grand complot anarchiste.

(Voir la fin à la 3^e page, en dernière heure).

Ceux qui ne capitulent pas devant les Royalistes

Lecoq, que je rencontre à la Cour d'Assises, me dit : « Ne nous donneras-tu rien pour le Libérateur ? »

Je n'oublie pas que voilà 20 ans déjà, je collaborais chaque semaine à ce journal. Je m'en tiens encore pour honoré.

Approuver l'acte de Germaine Berton ? Non.

Qui s'élève contre le meurtre dont se glorifient encore les nations les plus civilisées du monde lorsqu'elles s'entredéchirent, qui n'a jamais vu dans une guerre, quelle qu'elle fut que des assassins de droit humain, des victimes et des dupes, ne produit qu'un pléonasme s'il publie qu'il réprouve, qu'il condamne toute violence individuelle qui s'en prend à la vie d'un homme.

Mais c'est des jurés de la Seine eux-mêmes que j'ai appris à distinguer entre l'assassinat et la culpabilité.

C'est une majorité de ces jurés qui a proclamé « en son âme et conscience » ceci : que M. Raoul Villain avait, certes, tué Jaurès, mais qu'il n'était pas « coupable » de sa mort...

Jaurès était l'honneur des hommes — celui qu'ils auront, du moins, quand ils seront vraiment des civilisés. — Il avait porté l'esprit humain à une période de lucidité, de bonté, qui le fait immortel à l'instar des plus sublimes des génies.

Cependant, des jurés de la Seine ont déclaré que M. Raoul Villain était vierge de « coupable », vierge de péché, lui qui abolit en Jaurès une vie, une intelligence, des œuvres, une action, qui étaient aussi nécessaires aux hommes que le pain quotidien et la lumière du jour.

Je n'ai pas connu personnellement M. Marius Plateau, si j'ai eu de ses nouvelles par une agression qu'il me fit l'honneur d'organiser contre moi.

Je ne suis pas commis à le juger, et je n'ai cure de le faire.

Mais je ne crois pas manquer à sa mémoire, à ce qui fut son mérite dans son Parti et chez les hommes, en disant qu'il n'apportait pas à la civilisation, à l'intelligence, à la bonté humaines, le millième des vertus dont Jaurès leur fut prodigue jusqu'à sa mort.

Et, pourtant, M. Raoul Villain fut déclaré « non coupable » de la mort de Jaurès. Jaurès n'avait préché que la fraternité des peuples et des hommes.

Je ne calomnie point M. Marius Plateau en rappelant que sa morale était tout autre.

J'espère bien n'être jamais mis dans la peau d'un juré.

Mais, si cette disgrâce m'était faite, je me demanderais si je pourrais bien trouver le droit de dire que Germaine Berton est « coupable » de la mort de M. Marius Plateau, alors que M. Raoul Villain, qui est libre aujourd'hui autant qu'un mortel le puisse être ici-bas, est renommé « non coupable » de la mort de Jaurès.

Mais cela ne serait que de la logique... de la logique conforme à la misère de nos lois.

Si résolu que je sois à condamner l'acte de Germaine Berton, comme je condamne toutes les guerres qui aggravent l'humanité de héros dans la mesure même où elles augmentent de cadavres ses cimetières, vais-je méconnaître la grandeur qui marque cet acte ? Un royaliste accepterait-il de méconnaître ce qu'il y eut de grandeur dans l'acte d'une Charlotte Corday ? M. Maurras lui-même, qui est subtil et capiteux, va répondre : « Non »

Cet acte, qu'il soit de Germaine Berton ou de Charlotte Corday, a cette grandeur, cette pureté : le sacrifice.

Je ne le commettrais pas ; je dissuaderais les plus exaltés de le commettre. Et, pour ma part, je préférerais à la grandeur de l'avoir commis une réputation de lâcheté qui durât autant que moi et qui, même, me survécût.

Je dois, pourtant, non mon approbation, certes, mais mon respect, à une femme qui a pris une vie d'homme, mais dont, seul, un idéalisme passionné arma le bras.

Elle est jeune ; elle est bien douée, me dit-on. Elle pouvait se piper à la vie, se nourrir de l'universelle espérance, croire au bonheur, comme tout le monde.

Elle a choisi de mourir pour ses idées, pour sa cause, pour ce qu'elle croyait être un peu de justice et un peu de salut, déjà, pour les hommes dont elle voyait abonder autour d'elle la misère et le désespoir. Elle s'est trompée. Mais son erreur éclate d'une insurpassable loyauté.

Car nous ne pouvons pas, nous ne devons pas oublier ceci : elle a tué M. Marius Plateau, et c'est déplorable, et c'est répréhensible ; mais ce n'est pas sa faute si elle ne l'a pas joint aussitôt dans la mort.

Va-t-on oublier qu'elle n'attendait personne pour se faire justice ; qu'elle se frappa du même revolver qui tua M. Marius Plateau ? Que seul, le hasard a permis qu'elle répondît à cette instice des hommes dont M. Maurras lui-même vous dira, avec tous les prêtres de tous les dieux, qu'elle est la vanité des vanités...

Considérez, pour bien comprendre, l'attitude du meurtrier de Jaurès ? Nourri de « nationalisme intégral », M. Raoul Villain...

laine n'a garde de se tuer, de se faire justice. Il fuit ; et il fuirait peut-être encore s'il n'avait pas été pris au collet par mon camarade socialiste Poisson.

Voilà qui peut, je crois, marquer une différence entre la manière du meurtrier de Jaurès et la manière de la meurtrière de M. Marius Plateau...

J'avoue que je renoncerais — une fois de plus — à comprendre quelque chose à la justice de mon temps, si la femme, encore un enfant, qui se fit justice était déclarée « coupable » devant le même tribunal qui proclama « non coupable » le fuyard.

Georges PIOCH.

Nous relevons, dans l'Ere nouvelle, cette page juste de Robert Lazurick sur Germaine Berton. Il faut des articles de ce genre pour élever contre les ragots d'Action Française la véritable figure de notre camarade :

Figure à la fois très étrange et très simple que cette femme encore si jeune et à peine sortie de l'adolescence, dans laquelle les tendances extrêmes de son sexe se compliquent d'un bouillonnement interrompu de pensées, instruite, ayant reçu une assez bonne éducation, et plutôt par son origine de petite bourgeoise que d'extraction populaire, elle eût pu facilement grossir la cohorte des petites fonctionnaires placides, des diplômées sans emploi, ou des intellectuelles qui dissertent et pérorant dans les comités féministes. Mais une âme à la fois sombre et exaltée animait ce corps d'apparence frêle ; mais une pensée violente et tenace résidait derrière ce front têtue et ce masque volontaire. Et elle, qui avait répudié tous les pouvoirs spirituels et temporels, toutes les religions et toutes les politiques pour exalter l'orgueilleuse devise : « Ni Dieu, ni Maître » et dresser sur les ruines des temples détruits l'exaltation de l'individu et le seul culte du Moi ; elle se sacrifia à une cause, ou tout au moins à une idée. Ainsi, les pires ou les meilleurs individualistes ne sont bien souvent que des altruistes qui s'ignorent, et l'acte volontaire dont ils croient assumer toute la responsabilité n'est que la résultante inconsciente et l'appel lointain d'un idéal obscur, mais dont le désintéressement n'exclut pas la fausseté.

Elle vécut dans l'atmosphère des milieux et des groupements anarchistes où les violences et les menaces de l'Action Française retentissaient chaque jour comme des clairons stridents qui se terminaient en échos lugubres. Elle vit ses amis, ses camarades, inquiétés, menacés, emprisonnés, proscrits par une police soupçonneuse et fatilienne. Et peu à peu une grande haine naquit en elle contre ceux qu'elle considérait comme les responsables de ces vexations tracassières et de ces persécutions clandestines.

Basse Police

L'« Action Française » s'obstine — naturellement — à assimiler le mouchard Le Flaoutier au « Libérateur ». Nous ne reviendrons plus là-dessus n'ayant à perdre ni du temps ni de la place. On sait au surplus ce que valent les affirmations des gens d'« Action Française ».

Police et policier

Maintenant le mouchard Le Flaoutier et le policier Marlier se contredisent. D'après la Sûreté générale, « ce n'est qu'après la plainte de M. Léon Daudet, déposée le 4 décembre, que M. Marlier, constatant qu'il y avait corrélation entre les faits survenus boulevard Beaumarchais et la mort de Philippe Daudet, fit transmettre le 5 décembre, par M. Maunoury, ministre de l'Intérieur, au parquet général, le dossier constitué huit jours auparavant ».

D'après Le Flaoutier, au contraire, la Sûreté aurait été avisée le mardi 27 novembre, puisque M. Lannes répondit à l'ignoble mouchard qui venait, pour la seconde fois, rapporter ce qu'il savait : « Nous connaissons tout cela depuis mardi, mais il ne m'était pas permis de vous le dire. »

Nous voudrions bien voir un peu plus clair et savoir à quel moment la Sûreté a été avisée de l'identité de Philippe Daudet.

D'ailleurs il est quelque chose qui ne nous laisse plus un seul doute aujourd'hui : c'est que notre petit camarade Philippe a été la victime des infâmes agissements d'une basse police.

Le samedi 24 novembre il ne voulait pas revenir au « Libérateur ». La veille il avait dit à notre camarade Georges Vidal, en le quittant : « Je ne reviendrai plus ici, car je ne veux pas que l'on puisse dire par la suite que j'ai été poussé à faire un geste et que je n'en ai pas eu l'entière initiative. » Ainsi, ne voulant pas revenir au « Libérateur », se voyant traqué de tous côtés par la police après le rapport de l'effroyable mouchard Le Flaoutier, notre petit Philippe courait, sans avoir pu nous dire un ultime adieu.

Mais il nous connaissait et savait que nous ne l'oublierions pas.

Sur l'acte individuel

Le sacrifice volontaire, en pleine conscience et libre de toute contrainte, le sacrifice de soi-même au profit de tous, est selon moi l'indice du plus grand développement de la personnalité, de sa supériorité, d'une possession parfaite de soi-même, du plus grand libre arbitre. Sacrifier volontairement sa vie pour les autres, se crucifier pour tous, monter sur le bûcher, tout cela n'est possible qu'avec un puissant développement de la personnalité. Une personnalité fortement développée, tout à fait convaincue de son droit d'être une personnalité, ne craignant plus pour elle-même, ne peut rien faire d'elle-même, c'est-à-dire ne peut servir à aucun usage que de se sacrifier aux autres, afin que tous les autres deviennent exactement de paireslles personnalités, arbitraires et heureuses. C'est la loi de la nature : l'homme normal tend à l'atteindre.

DOSTOIEVSKY (Correspondance, p. 540).

A travers le Monde

AFGHANISTAN

Suivant l'Agence Reuter, le gouvernement anglais aurait menacé l'émir d'Afghanistan de violentes représailles si ce dernier n'exécutait pas toutes les promesses faites à la suite du meurtre de quelques nationaux anglais.

Il se pourrait donc que les troupes anglaises fassent irruption sur le territoire d'Afghanistan.

Ah ! colonisation !... Et dire que ces gens-là prétendent établir la civilisation sur le globe...

EN GRÈCE

Situation Gouvernementale

Les officiers de l'armée et de la flotte ont remis une résolution qui dit entre autres choses : « La dynastie devint la cause du désastre d'Asie-Mineure et créa l'abîme qui sépare les Hellènes. »

Enfin, la résolution proclame la déchéance de la dynastie.

Mieux vaut tard que jamais

Athènes, 18 décembre. — Devant la situation créée ces jours-ci, le roi et la reine ont décidé de partir immédiatement pour la Roumanie.

HONGRIE

La Réaction s'organise

Budapest, 18 décembre. — L'association des fascistes hongrois a élu hier président le député et ancien chef de la presse, M. Tiburce Eckhardt. Celui-ci a déclaré qu'il était nécessaire d'instituer une coopération des organisations nationalistes de tous les pays et il a annoncé qu'un premier congrès de l'Internationale Blanche se tiendrait bientôt à Budapest.

La réaction se fait de jour en jour plus forte à travers le monde. Il faut que les peuples lui opposent leur volonté libératrice.

INDES

Ils s'entretenent...

Allahabad, 18 décembre. — On connaît l'instinct de secte des Indous, instinct qui va jusqu'à la folie et n'hésite pas à verser le sang. C'est ainsi qu'au cours de la lutte entre la secte des Shias et celle des Sunnis, il y avait eu de nombreuses émeutes sanglantes. La Cour d'assises vient de condamner trois Shias à mort et vingt-huit autres à la déportation perpétuelle. D'autre part, quarante-six Sunnis sont condamnés à cinq ans d'emprisonnement cellulaire.

Quand donc ces hommes comprendront-ils toute la stupidité de leur conduite ? Quand donc conserveront-ils soigneusement leur énergie au lieu de l'user en pure perte à s'entretenir ?

ITALIE

La Répression à Rome

La police avait appris que des anarchistes avaient organisé une réunion à la Chambre du travail dans le but d'intensifier le mouvement anarchiste et de reprendre l'agitation en transposant l'action de la Chambre de travail sur le terrain antinational. La police a surpris la réunion et a arrêté 48 anarchistes qui ont été conduits à la prison Regina Coeli.

D'autre part de nombreuses perquisitions ont été opérées chez des camarades libertaires.

Nous ne sommes pas dupes des semblants d'explication que fournit la police italienne. Les camarades italiens sont arrêtés comme le sont les anarchistes de tous les pays, victimes du fascisme international. Nous ne tolérerons pas que s'éternise un pareil état de choses.

Mais oui...

Rome, 18 décembre. — La congrégation anté-préparatoire des rites pour la cause de la béatification des 32 religieuses guilottées à Orange en juillet 1794, se réunit au palais Dateria sous la présidence du cardinal Varutelli, doyen du Sacré Collège.

Ah ! tous ces gens qui vivent sur l'histoire et exploitent le passé !

Notons, en passant, que parmi les 385 lettres postulatrices figurant dans le dossier de la cause, il s'en trouve une écrite en langue provençale par Frédéric Mistral.

La Comédie continue

La mission russe de Gènes a fait l'objet d'une visite de la part de la police. Le représentant en ayant refusé l'entrée les policiers forcèrent la porte et fouillèrent le représentant lui-même, mais ne trouvèrent absolument rien.

PORTUGAL

Le Nouveau Ministère

Lisbonne, 18 décembre. — Le nouveau ministère est formé sous la présidence de M. Alvaro Castro, avec MM. Domingos Pereira, Pereira Bastos et l'amiral Pereira Nunes.

Et le peuple se contente de ces changements d'étiquette !

TURQUIE

Amnistie...

Angora, 18 décembre. — L'assemblée nationale a commencé la discussion de la loi sur l'amnistie générale. Le Parlement français ne s'est pas encore donné cette peine. Nous trouverons bien le moyen de lui mettre, comme on dit de façon violente et imagée, l'épée dans les reins.

Peut-être sera-t-il alors plus vite que nous en besogne.

LES DÉBATS (suite)

Germaine Berton. — Cette cocannomane fait ses confidences à un interne fils d'un fameux propagandiste d'Action française et aussitôt la voici embarquée pour l'Action française qui utilise sa déposition.

M^{re} Torrès. — Le procès-verbal de cette histoire a été déposé par M. Réal du Sartre entre les mains de M. Devise, juge d'instruction de l'affaire Germaine Berton.

M^{re} de Roux. — Cette femme nous prévenait de nouveaux attentats. C'est pourquoi nous avons fait état de ses déclarations.

M^{re} Torrès. — Nous n'aurions pas cru qu'avec son souci de recrutement aristocratique l'Action française aurait ainsi fait état des divagations d'une fille cocannomane. Et c'est M. Maurras, ce presque académicien, qui a pris au sérieux les racontars de cette détraquée !

Le président. — On a cherché à savoir si votre attentat n'avait pas eu lieu pour venger la mort du chansonnier Laufl.

Germaine. — Je reproche à l'Action Française des crimes beaucoup plus graves : la mort de Jaurès, par exemple.

Le président. — Quoi qu'il en soit il résulte de l'enquête que vous avez agi seule et logique avec vous-même.

Germaine. — Oui, c'est bien cela.

Le président. — Depuis longtemps vous prêchiez l'action directe, le geste individuel. Dans une lettre à Raymond, à propos d'une bagarre, vous écriviez : « Nous nous sommes défendus et nous avons tapé dans le tas. »

Germaine Berton. — Quand les agents prennent l'offensive, tout anarchiste croit de son devoir de se défendre. D'ailleurs, bien avant moi, Daudet avait prêché la violence contre ses adversaires.

Le président. — En conséquence, l'accusation relève contre vous l'intention homicide et la préméditation.

M^{re} Campinchi soulève un incident

M^{re} Campinchi. — Regrettez-vous de n'avoir pas tué Daudet ?

M^{re} Torrès. — Je ne vous permettrai pas de poser cette question à ma cliente.

Germaine Berton. — Mais la question ne me gêne pas. Maître Campinchi, je serai aussi franche que vous.

M^{re} Torrès. — Maître Campinchi, vous défendez aujourd'hui l'Action Française, après avoir plaidé pour Fieschi contre Léon Daudet.

M^{re} Campinchi. — Il n'y a pas de comparaison. Fieschi n'avait donné qu'un coup de canne.

M^{re} Torrès. — On ne sait pas ce qui peut résulter d'un coup de canne. Fieschi a fait en petit ce que Germaine Berton a fait en grand.

M^{re} Campinchi. — Est-ce que vous voulez faire durer quinze jours les débats ?

M^{re} Torrès. — Ils s'éterniseraient si nous voulions faire défiler toutes les victimes de l'Action Française.

M^{re} de Roux. — Dans une lettre à Gohary, lui annonçant votre brochure « Du geste individuel à l'action collective », vous lui dites : « Qu'en pensez-vous ? Demandez à Margot de le préciser l'activité à mener. »

Germaine. — Il s'agissait d'action contre le fascisme.

M^{re} de Roux. — Quel fascisme ?

Germaine. — Celui mené par plusieurs journaux dont l'Action Française.

Sur ce, M^{re} de Roux part en une diatribe mélodramatique en « dénégant le complot anarchiste contre l'Action Française ».

Germaine et sa mère

M^{re} Torrès demande à Germaine Berton de donner des détails sur ses rapports avec sa mère.

Germaine Berton. — Je n'en ai pas parlé nettement tout à l'heure parce que, malgré tout, c'est ma mère. Je vivais repliée sur moi-même. Je me suis vu rester des soirées entières à lire, sans que ma mère m'adressât la parole.

« L'attitude de ma mère avec moi n'était pas celle d'une mère avec son enfant. »

Les témoins

L'audition des témoins va commencer. D'abord vont défilier les témoins de l'accusation.

Le Brigadier Ballerat

Voici le policier qui fut chargé d'enquêter sur la vie de Germaine. Le brigadier Ballerat se charge de cette tâche en vrai policier : sans délicatesse, sans psychologie, confondant et brouillant tout, se contredisant, haïssant, au grand désespoir de ses amis de l'Action Française.

Le plat fil a enquêté partout, à Tours, à Paris, aux divers refuges que la pauvre Germaine chercha chez des « copains », aux hasards de sa vie de misère. Et son rapport veut faire peser sur Germaine le souvenir de tous les défauts et de tous les délits de tous ceux qu'elle fréquente.

Dans cette incohérence, le mouchard va jusqu'à dire que Germaine fut administratrice du « Libérateur ». Puis, devant le démenti indéniable, il se rattrape en disant qu'elle fut la compagne d'un administrateur du « Libérateur ». Et comme on lui demande de citer le nom, il se trompe encore.

Alors M^{re} Torrès intervient : « Je veux bien accepter pour valables les rapports de police, mais j'aime qu'ils apportent de la précision. Or, la déposition de M. Ballerat est confuse et contradictoire. »

L'avocat-général et la partie civile eux-mêmes en conviennent. Et c'est honteux et confus, plat comme une punaise de Dépot, que le mouchard Ballerat s'échappe sous le regard soudain durci de notre Germaine Berton.

L'audience est levée.

Entre deux agents de la Sûreté

Il fallait montrer patte blanche pour pénétrer, hier, dans la salle de la cour d'assises. Et les témoins cités pour la défense se virent contraints de mettre sous les yeux de multiples indiscrets, leur papier à comparaître.

Exceptions furent faites pour les amis de ces messieurs du roi. En effet, lorsque Maurras et Pujol à l'appel de leur nom sortirent de la salle des audiences, ils étaient accompagnés chacun par deux messieurs qui ne produisirent, eux, aucune pièce d'identité.

Et nous ne savons si nous devons rire de la frousse de ces... braves une plume en main ? Ou nous indigner, une fois de plus, de la complaisance gouvernementale à l'égard des royalistes.

AUX HASARDS DU CHEMIN

Propos d'un Paria

Le citoyen Colly, qui n'est pas un ballot, bien que conseiller municipal, a prononcé à l'Hôtel de Ville, et en présence de celui qui en cette assemblée incarne l'autorité, — le préfet de police — ces paroles de vérité :

« On parle du respect de l'autorité. Il ne peut y en avoir parce que l'autorité étant arbitraire n'est pas respectable. Il n'y a que la peur de l'autorité qui existe. »

« J'ai la conviction que nous perdons notre temps en discussions stériles. » Voilà qui est bien dit. Et cette constatation de la stérilité des palabres plus ou moins animées auxquelles se livrent conseillers municipaux, députés, sénateurs et autres habileurs non seulement inutiles, mais dangereux, vient vraiment à son heure.

Quel est le chasseur de bulletins de vote qui, dans sa profession de foi, n'a pas promis à ses bons pourceaux d'électeurs une lune, qu'il ne manque pas de leur présenter ensuite à un mètre comme l'indiquait une affiche fameuse ?

Le citoyen Colly, qui a été député et qui est encore conseiller municipal, n'a certainement pas manqué à cette coutume consacrée par de longs usages. Il confesse aujourd'hui son impuissance et celle de ses collègues à faire, au moyen de discours et de boniments, le bonheur du peuple.

Tout cela, il le reconnaît, n'est que turpitudes, combats contre moulins à vent, caillères sur jambe de bois et boursoufflé comme un discours de Monmousseau. Nous l'avons affirmé maintes et maintes fois, mais il nous plaît que cela soit proclamé par un professionnel en la matière.

Aussi, nous ne doutons pas de la démission du conseiller Colly et de ses collègues communistes.

L'autorité, c'est l'arbitraire. Or, on ne peut respecter l'arbitraire.

Bravo ! Mais que deviennent toutes ces choses pour lesquelles intriguant, combattant — ou font semblant — quantité de gens qui se donnent modestement comme étant l'élite du prolétariat, l'avant-garde révolutionnaire, voire la pointe d'avant-garde (car beaucoup parmi eux connaissent à fond leur service en campagne) ?

Que deviennent la dictature, l'Etat, l'armée, la police et la justice, toutes choses qui pour être rouges n'en restent pas moins l'Etat, l'armée, la police et la justice ? Que devient cette prise du pouvoir qui doit nous apporter toutes les félicités ?

N'est-ce pas cela la matérialisation de cette autorité, de cet arbitraire, infiniment méprisable et que tout homme doit combattre s'il a tant soit peu le sentiment de sa dignité ?

Y aurait-il une autorité qui soit respectable et une autre qui ne le soit pas ?

Le citoyen Colly a sans doute voulu uniquement viser cette dernière, c'est-à-dire l'autorité bourgeoise.

Je le souhaite pour lui, car s'il en était autrement il risquerait fort de se voir et proprement économié et traité de petit bourgeois, de traître et de contre-révolutionnaire.

Pour nous, à qui tous ces qualificatifs sont généralement réservés, sans que cela nous fasse heureusement ni chaud ni froid, nous répondons à notre compte — et en spécifiant bien — que l'autorité est non seulement méprisable, mais qu'elle est la source de maux dont nous sommes vraiment comblés.

Et c'est pourquoi nous combattons l'Etat d'aujourd'hui comme nous lutterons contre celui de demain. L'Etat c'est l'autorité, l'iniquité. Or, comme l'a dit Elisée Reclus, « tant que l'iniquité durera nous serons en état de révolution ».

Pierre MUADES.

Les dictateurs s'embrassent...

Nous a-t-on assez rebattu les oreilles du caractère exclusivement prolétarien du gouvernement russe et de sa dictature ?

Pourtant, pourtant... il ne se passe guère de jour qui vienne apporter un fait nouveau confirmant cette vérité élémentaire, toujours affirmée ici par nous : toutes les dictatures et tous les gouvernements se valent.

Ainsi, on pourrait croire que le gouvernement fasciste d'Italie et le gouvernement bolcheviste de Russie sont aux antipodes. Erreur profonde. Il n'est peut-être pas, dans le monde, de gouvernements sympathisant

plus et mieux que ces deux-là — qui sont amis comme cochons.

Après la presse russe — donc bolcheviste puisqu'il n'y a qu'elle d'autorisée — la seule orientée avec sympathie envers l'Italie pendant le mois de Corfou — disait récemment Mussolini, voici mieux. Parmi les concessions qu'accorde la Russie aux autres puissances, celles faites à l'Italie « assureraient à celle-ci des avantages considérables bien supérieurs à ceux consentis aux autres pays ». Les agences ont transmis à tous les journaux ces renseignements recueillis auprès de l'informateur du *Giornale d'Italia*, lequel ajoutait : « Pour le moment il suffit de savoir que l'Italie jouira du traitement de la nation la plus favorisée... »

Mais l'Humanité, si bien renseignée sur les choses de Russie, a soufleté mot de cette information vraiment sensationnelle, objecteront les naïfs qui s'illusionnent en core sur la vertu « révolutionnaire » des dictateurs bolchevistes ! Parbleu ! Il serait difficile à la feuille moscovite d'expliquer que les « faveurs » dont Lénine comble Mussolini le sont pour châtier celui-ci d'avoir fait purger, bastonner, emprisonner ou même assassiner d'innombrables prolétaires — authentiques révolutionnaires, ceux-là !

Autant vaudrait publier la photographie des deux dictateurs se donnant un fraternel baiser. Mais on verrait trop, alors, que ces deux « révolutionnaires » ne font qu'un seul et même réacteur, qu'un unique ennemi du peuple.

○○○

La France fout le camp.

Une statistique municipale vient de révéler que dans les écoles parisiennes, plus d'un dixième des nouveaux élèves sont de nationalité étrangère.

Et les journaux surpatriotes, alimentés par l'or étranger, de se lamenter sur une France qui peut ne plus être celle des Français.

Ce sont ces mêmes journaux qui criaient pendant la guerre : Jusqu'au bout ! Il faut aller à Berlin.

Le "public" aux Assises

Sur le pavé blanc, dans la grisaille de l'après-midi, les curieux attendent. Les assises sont publiques et les curieux espèrent y entrer.

Ils attendront longtemps car sur le coup de midi une cinquantaine de policiers en civil accourent de l'intérieur du Palais de Justice, s'arrêtent devant l'entrée des assises et sur commandement pénètrent dans la salle où, tout à l'heure, par une autre porte, nous verrons apparaître notre chère Germaine.

Ainsi le « public » a été choisi. Et les journaux pourront écrire un de ces jours que des murmures partent de la salle contre la justice.

Merci camarades Restez vigilants

Nous sommes heureux d'avoir pu constater l'empressement avec lequel on répond, à notre appel les camarades anarchistes et sympathiques.

Mais il faut, il est indispensable, que ce bel enthousiasme se continue.

Hier, ce n'était que la première journée du procès de notre camarade Germaine Berton. Les camelots du roy, accompagnés de sinistres voyous, soudoyés pour des tâches inavouables ne manqueront pas, dès qu'ils s'en sentiront les moyens, d'essayer un mouvement, de provoquer des incidents qu'ils souhaitent défavorables à notre camarade et à la cause qu'elle représente.

Il faut que tous les jours, des copains dévoués se tiennent prêts à répondre à toutes les tentatives qu'ordonnent le royal dingo.

Nous comptons sur le dévouement, d'esprit de sacrifice auxquels on ne fait jamais en vain appel, quand on s'adresse à des anarchistes, pour qu'aujourd'hui, demain, et jusqu'à la fin du procès, un nombre imposant de camarades se tiennent à proximité du Palais d'injustice.

Encore une fois, merci camarades !

(2) Feuilleton du Libérateur 17-12-23

Le Drapeau Noir

par
Tony RÉVILLON

PROLOGUE

I

La barricade

— C'est le Parisien ! dit l'un d'eux. Il y a toujours un Parisien derrière une barricade.

La barricade répond au double besoin de Paris : se battre, et de la Croix-Rousse, où régnent les métiers, pareille à une lie de pierre autour de laquelle quatre rues portent leurs courants humains, s'élève une immense maison.

La façade en est plate, comme toutes les façades des maisons occupées par des métiers. Sur la rue, au nord, où se trouve l'entrée principale, sept étages alignent leurs fenêtres à ras du mur, sans balcons, à travers lesquelles apparaissent des montants de bois blanc et des fils. Le visiteur

qui passe pour la première fois la porte cochère descend quelques marches et rentre un cri. Un spectacle bizarre, étonnant, unique, le cloque immobile à sa place.

La cour au seuil de laquelle il se trouve se compose de trois terrasses en escalier. La première maison, celle qu'il vient de traverser, est au niveau de la terrasse la plus élevée. Deux autres maisons semblables, l'une à droite, l'autre à gauche, ouvrent sur la seconde terrasse, située quatre pieds plus bas.

A quinze pieds plus bas encore, se trouve le rez-de-chaussée d'une quatrième maison, qui complète le carré. Sur toute la façade de cette dernière, règne un escalier extérieur soutenu par d'énormes croissillons de pierre de taille, qui vont de la base au sommet, en s'échelonnant comme des poutres dans un plafond. Les rampes de cet escalier sont en fer, et à chaque étage, un palier, bordé d'une balustrade en fer, dessert les divers appartements. Les maisons des côtés ont dix étages, celle du fond en a douze, et, du seuil intérieur de la première, la cour de la dernière apparaît comme un puits. Les terrasses sont étroites ; à peine un pan de ciel blanchit-il entre les toits et les cheminées. Tout le reste fait l'effet d'un abîme. La pierre, le fer, le bois tout est noir. Les escaliers qui conduisent d'une cour à la cour intérieure et de celle-ci à une autre cour au-dessous suivent une eau sale. Des chiffons sont entassés sur les paliers. Des linges pendent à des cordes. Des choses sans nom sont accrochées aux murs, posées dans les coins, des fragments de poêles, de tamiis, de marmittes, des balais sans crin. La terrasse du milieu a son cabaret borgne. Les fenêtres laissent apercevoir des instruments de travail, les ustensiles d'une vie humble, laborieuse et pauvre. Point d'air,

point de lumière. Une impression de froid.

Entre le Rhône et la Saône, en haut des côtes, au-dessus de la ville, la spéculation a créé cet enfer. Elle a dit à la nuit :

« Ce sera ton domaine. » Et, multipliant les alvéoles de cette ruche sinistre, elle y a entassé des prolétaires par centaines. Hommes, femmes, enfants, tout un monde vit et vieillit dans ces profondeurs. Tous sont actifs et pâles, et c'est, le long des escaliers, derrière les balustrades, sur les appuis de pierre et de fer, une succession d'êtres humains pareils à des fantômes.

Les hommes passent, des rouleaux sur l'épaule, les jeunes filles montent et descendent courbées sous des fardeaux ; les femmes donnent le sein à des petits enfants. Le murmure des voix se perd dans le chœur des métiers. De temps en temps, le bruit d'une dispute trouble l'harmonie de ce concert, ou bien l'on entend au fond du cabaret le choc des billes sur le billard.

C'est un spectacle auquel aucun autre spectacle ne ressemble, une échappée fantastique sur un monde réel, un symbole des destinées obscures et écrasées de ceux qui travaillent sans jour.

Cette maison s'appelle la Maison de la République, parce que ceux qui l'habitent sont égaux et parce qu'ils sont frères, parce qu'il est impossible d'y avoir des secrets, parce que le voisinage, les querelles, les rapprochements, les joies et les chagrins partagés des locataires, tout y rappelle la vie en commun des petites républiques antiques, où, au prix d'un peu de tapage, les individualités se développaient dans la mêlée des intérêts et des sentiments.

C'est là que demeurait l'homme tué derrière la barricade :

Le Parisien exerçait la profession de

chevalier. Il avait deux enfants : une petite fille de treize ans, née à Montmartre, et un petit garçon de quatre ans, né à Lyon. La naissance de ce dernier avait conté la vie à sa mère.

La fille ressemblait au père ; c'était une parisienne. Le garçon ressemblait à la mère ; c'était un lyonnais.

Elle, mince, nerveuse, active, montrait une jolie tête ronde, au front couvert de cheveux châtains clairs, fins comme de la soie. Sous des sourcils qu'on aurait dit dessinés à l'encre de Chine, les paupières dédicées, à fibres roses, abritaient des yeux d'un bleu gris toujours brillants. Le petit nez retroussé, la bouche grande, avec des dents blanches, petites, serrées, la taille déjà élégante, complétaient un adorable ensemble de grisette Watteau. A la fois petite femme et petite mère, elle discutait gravement avec les voisins, s'occupait de son ménage et de son fricot, sans que la jeunesse perdit ses droits dans la vieille cession de devoirs. Quand, par extraordinaire, le soleil pénétrait dans la vieille cour, faisait reluire le fer des balustrades, et qu'elle paraissait en même temps sur le palier, cela faisait deux rayons.

Le petit avait été mis en nourrice à Crémieux, en Dauphiné, patrie des dindes, et il avait failli être dévoré plusieurs fois au bercail par ces volatiles. Mais ce danger n'était pas le seul qu'il eût couru. Sa nourrice le quittait le matin pour aller aux champs et ne rentrait que le soir, le laissant six fois par semaine au moins aux prises avec la terreur et la faim. Le pauvre enfant était revenu à la maison paternelle n'ayant que le souffle, les membranes fraîches et le ventre enflé à force d'avoir crié. Il était absolument sauvage. A quatre ans, l'âge où les enfants, chez qui la curiosité s'éveille, posent question sur question, lui

ne savait qu'un mot. Lorsqu'il avait satisfait sur un plat la féroce de sa fringale, il disait : « C'est bon ! » mais « bon » avec un accent circonflexe, un « bon » qui remplissait la bouche quand l'estomac était rempli. Aussi le surnom de Bon lui était-il resté, comme celui de Mémé à sa sœur. Pourquoi Mémé ? Était-ce un abrégé de « mère » ? Il y a des mystères dans les surnoms d'enfants, et l'histoire intime de la famille Berthaud ne nous a pas conservé cette étymologie, tandis qu'elle met, au contraire, en pleine lumière celle de Bon.

Bon, — pendant que sa sœur allait et venait, préparait les repas, mettait tout en ordre au logis, — passait des heures entières immobile, les yeux fixés. A quoi pouvait songer les enfants, lorsqu'ils regardaient ainsi dans la vague ? Lorsque Mémé voulait le tirer de la profondeur de ses pensées, elle le conduisait devant une cage où il y avait deux serins, et alors il restait une demi-journée sans bouger à contempler les oiseaux comme il avait contemplé le vide.

C'était un ménage heureux. Le père gagnait de bonnes journées, ne dépensait pas au café plus d'un tiers de son argent, et, grâce à l'ordre de Mémé et à son esprit de ressources, si l'on ne faisait pas d'économies, du moins l'on vivait à l'aise, on pouvait donner des graines et du sucre aux serins pendant la semaine, et, le dimanche, aller dîner sur l'herbe, à Collonges, à la Mouche ou aux Charpenets. A cet accident près que Bon se trouvait une indignation, ces petites fêtes se passaient d'une façon charmante. Le père rapportait son fils sur son dos, et Mémé marchait à côté, en criant à son frère : « Prends garde de tomber ! »

(A suivre.)

L'ACTION ET LA PENSÉE DES TRAVAILLEURS

CONTRE LA VIE CHÈRE

La Manifestation de Lundi

Cette démonstration fait dire pas mal de bêtises aux journaux. D'après le «*Matin*», elle a «*complètement avorté*» alors que ce journal indique un déploiement de forces policières se prolongeant dans un assez large rayon, avec tambours et clairons de la garde pour les sommations. Il annonce aussi des incidents rue de la Paix, rue Volney où le chef policier Guichard fut assez rudoyé ; 2.000 manifestants boulevard Haussmann, encore des manifestants à la gare du Nord, également rue du Louvre ; 77 arrestations, dont 6 maintenues parmi lesquelles des camarades des P.T.T., des Hospitaliers, etc. Une manifestation qui cause tant de «*tintouin*» à la police n'est pas complètement avortée, quoi qu'en dise le journal de Bunau-Varilla.

L'«*Œuvre*» fait remarquer avec à propos que le gouvernement français a fait arrêter les policiers qui s'opposaient à la manifestation des séparatistes rhénans le 30 septembre dernier à Dusseldorf, mais notre gouvernement lâche ses policiers contre les paisibles fonctionnaires français qui réclament de quoi se nourrir un peu moins mal.

L'«*Excelsior*» indique une mobilisation formidable de forces policières : 1.500 agents, 1.000 gardes à pied, 500 à cheval, sans compter les bourriques en col tu en rouflaquette.

L'«*Humanité*» ne rate aucune occasion de se servir d'une manifestation syndicale pour sa boutique politique.

C'est d'abord Marcel Cachin, très qualifié, qui fait le «*chapeau*» du compte rendu. Ce malheureux fonctionnaire qui cumule les honoraires de député avec ceux de directeur de l'«*Humanité*», parle des inconvénients de la vie chère avec une compétence particulière.

Puis à en croire la gazette moscovite, le P.C. a été acclamé par une colonie de manifestants qui remontaient la rue Lafayette. Les acclamations étaient si pressantes que pour contenir la foule, le citoyen Louis Sellier dut apparaître à une fenêtre.

Ce que l'«*Humanité*» ne dit pas, et on peut se demander pourquoi, c'est que la manifestation descendit le boulevard Magenta pour aller se masser devant la prison Saint-Lazare et donner de vigoureuses marques de sympathie et d'amitié à Germaine Berton.

En somme, la démonstration contre la vie chère fut réussie, de l'aveu même des journaux bourgeois.

UNION DES SYNDICATS OUVRIERS DE LA SEINE

Assemblée Générale des Commissions exécutives, des Comités Intersyndicaux

Les Comités intersyndicaux n'oublieront pas de convoquer pour ce soir, mercredi 19 décembre, à 21 heures précises, grande salle de l'Union des Syndicats de la Seine, tous les membres de leur commission exécutive pour entendre les explications qui seront fournies sur les propositions adoptées par la conférence des C.I. du 9 décembre.

Il est absolument indispensable que le maximum des militants des divers Comités intersyndicaux viennent assister à cette assemblée, car la réorganisation des C.I. qui est à l'ordre du jour du Congrès est une des questions de l'heure les plus importantes.

NOTE IMPORTANTE pour les Syndicats

Le bureau de l'Union des Syndicats de la Seine tient à la disposition des syndicats qui ne les auraient pas encore reçus, quelques exemplaires du rapport moral et financier.

Ils sont également priés de transmettre leurs mandats directement au bureau de l'Union, avant le 29 décembre. La carte de délégué qui sera exigée au contrôle de l'entrée leur sera délivrée contre le dépôt de leurs mandats.

Le Bureau de l'Union

Dans les Métaux

A la Maison Livré-Olivier, à Levallois
Cette maison a licencié une partie du personnel ces temps derniers avec l'espoir de remplacer des camarades qui respectaient les 8 heures, et qui faisaient de la propagande syndicale dans la boîte. La direction pense trouver des éléments plus dociles (?) Nous le verrons bien !

Nous ferons le nécessaire pour que les nouveaux continuent le bon travail des anciens.

Le Bureau des Métaux.

La nomination de la C.A. de la Bourse

Sur 210 syndicats inscrits disposant de 5.264 voix, 149 ont pris part au vote, exprimant 4.223 suffrages.

Il y a eu 958 suffrages blancs et nuls et la liste confédérée a été élue en entier avec une moyenne de 3.260 voix.

Ont été élus : Robecq, Mauries, Salvy, Guiber, la citoyenne Berruelli, Chiron, Perdon Bazille, Jaccoud, Dannelly, Burger, Ducharry, Merma, Largentier, Morel.

On se rappelle que le bureau de l'Union Unitaire avait perdu la boussole à cette occasion. Il préconise d'abord l'abstention,

puis ensuite le vote à bulletins blancs. On voit le résultat obtenu.

La C.A. est entièrement composée de confédérés alors qu'il aurait été possible d'y introduire des minoritaires, ce qui aurait été un commencement de travail en commun et la réalisation de l'unité.

Mais allez donc faire comprendre la logique aux moscovitaires !

Dividendes des Travailleurs

Rodez, 18 décembre. — Le nommé Marie Hue, père de famille, garçon meunier au moulin de Castelpers (commune de Saint-Just-sur-Viaur), a été trouvé baignant dans une mare de sang.

Étant de garde la nuit, il avait été happé par une courroie de transmission.

Le patron a dû être inquiet, mais heureusement la machine est sauve. L'homme seul est atteint. La machine humaine compte si peu et se remplace si facilement...

Saint-Etienne, 18 décembre. — Un ouvrier de vingt-sept ans — la retraite lui est venue tôt — est tombé du chantier où il travaillait dans une maison en réparation, rue Lavoisier. Il s'est tué. Mauvais échafaudage ? Vertige ? Mouvement malheureux ? Et qu'importe ! C'est le taux habituel sur la mort.

Pour l'amélioration matérielle de l'Ecole Pour la Protection de l'Enfant

Voici venir l'époque où les députés soucieux de leur réélection et les candidats désireux de les remplacer vont protester de leur amour de la chose publique et de leur vif désir de travailler au développement de l'école laïque, cette fameuse pierre angulaire dont on parle souvent, mais à laquelle on ne songe pas assez. Nous voudrions pour notre modeste part, signaler à l'opinion publique ce qui manque à l'école pour qu'elle réponde à la mission qui lui est confiée, pour que les enfants y trouvent et le matériel nécessaire à leur développement culturel et de l'hygiène et de la joie.

La Fédération des Membres de l'Enseignement laïc a ouvert une enquête sur l'état des locaux scolaires, enquête qui se poursuit et ne s'arrêtera que lorsque nous posséderons un tableau exact, complet, des écoles françaises, mais dont les résultats déjà recueillis ont fait l'objet d'une brochure que nous allons diffuser largement.

Il serait souhaitable que tous ceux qui croient à la légende des palais scolaires qui sourient en lisant dans les manuels d'histoire la description des écoles de l'ancien régime de la Restauration ou de la Monarchie de Juillet, puissent lire cette brochure. Ils seraient effrayés du nombre d'écoles-laudis, d'écoles - cimetières encore existantes.

Qu'on nous permette quelques citations : A Beuzec-Cap-Sizun (Finistère), à l'école des garçons, la petite classe ne voit jamais le soleil. Les locaux sont dans un état lamentable. Les planchers ont des planches disjointes, les boiserie sont vermoulues. Pas de préau, pas d'eau, la cour est exigüe. Les classes ne sont jamais chauffées.

A Oison (Cher), l'école des garçons s'écroule, la pluie tombe dans le grenier et pénètre dans la classe.

Au Pin, hameau de Badecon (Indre), l'école des garçons mériterait les coups de la pioche. La couverture fait eau de toutes parts ; des fenêtres brisées laissent passer la pluie. Pendant les grandes pluies la salle de classe au sol imperméable se transforme en lac. Pas de cour, pas de préau, pas d'eau potable.

A Saint-Didier d'Allier (Haute-Loire), l'école mixte (une seule classe), n'a pas de cour, pas de préau, pas d'eau, pas de privs. Tout est vieux, sale, triste, pas de lumière. Une classe-prison !

Ce ne sont là qu'exemples, pourra-t-on penser. Qu'on en juge par les renseignements généraux suivants :

Sur 2.500 écoles enquêtées : 545 classes ont un volume d'air au-dessous du minimum réglementaire ; 1.124 sont dépourvues de tout système de ventilation ; Presque partout triomphe le poêle de fonte interdit.

200 marquent de cour.

428 sont sans préau, 674 ont un préau insuffisant, 370 un préau défectueux.

117 ne connaissent pas de privs, 627 ont des privs défectueux.

Dans plus de 1.000 écoles le service de balayage est assuré bénévolement par les maîtres et les élèves.

121 n'ont pas d'eau, 1.276 ne possèdent aucun appareil de lavage.

72 ne sont éclairées que par une seule fenêtre, 289 ont un éclairage insuffisant.

A ceux qui seraient tentés de nous accuser d'avoir sévèrement exagéré, de n'avoir produit que les faits pouvant éclairer notre vérité, nous ne pourrions mieux répondre qu'en citant les passages les plus marquants des rapports annuels (1922) adressés aux préfets par les inspecteurs d'Académie sur la situation de l'école dans leurs départements respectifs.

«*Je serai prochainement obligé de fermer les écoles trop insalubres.*» (Dordogne).

«*Des classes se trouvent installées dans de vieilles cuisines, sombres, étroites, malsaines. Des carreaux sont remplacés par des cartons. Les fenêtres sont si vermoulues qu'on a peur d'y toucher.*» (Hérault).

«*Il y a dans les bâtiments loués des insuffisances scandaleuses et l'on peut dresser la liste honteuse des localités où les municipalités se désintéressent totalement de la santé des maîtres et des enfants.*» (Ariège).

«*Des salles de classe sont d'une malpropreté repoussante et d'un inconfort prodigieux.*» (Jura).

«*La plupart de nos écoles sont des taudis que nous devrions interdire si nous étions en mesure de faire respecter les lois de l'hygiène ou, plus simplement, les prescriptions légales.*» (Lot).

Et dans ces taudis il y a souvent pléthore d'élèves, insuffisance scandaleuse de matériel. Nous en reparlerons.

La Fédération de l'Enseignement.

Pour répondre à la "Vie Ouvrière"

Pour éclairer nos amis de la minorité, qui semblent parfois craindre l'influence que des anarchistes pourraient avoir dans les syndicats, nous ne pouvons mieux faire que de mettre sous leurs yeux la traduction du leader parue dans *Solidaridad Obrera*, le grand quotidien syndicaliste de Barcelone, organe officiel de la Confédération Nationale du Travail espagnole.

Que la minorité médite ces lignes. Et le jour où chacun — puisque tout le monde pense que nous avons raison — osera prendre carrément la position prise par les syndicalistes d'Espagne, la classe ouvrière reprendra confiance et le règne des syndicats politiques touchera à sa fin.

Voici cet article :

LES IDEES, AVANT TOUT

Nous sommes ennemis des termes moyens, du confusionnisme, des amalgames.

Pour ces raisons mêmes, nous sommes partisans de la clarté, décidés à suivre une ligne droite ; nous exposerons sans réticence notre conception de l'organisation.

Nous nous considérons anarchistes. Pourquoi le cacher ? Nous avons dépensé tous nos efforts pour mettre debout une solide organisation ouvrière, et nous avons fait notre possible pour imprégner cette organisation de l'idéal qui détermine notre conduite.

Une série de faits nous ont démontré que nos idées sont les meilleures et nous croyons pouvoir dire que «*la masse*» — comme d'aucuns la désignent — partage notre opinion en matière d'organisation.

Est-il nécessaire de démontrer que certaines affirmations lancées contre les anarchistes, en ce qui concerne leur rôle dans les syndicats, sont fausses et calomnieuses ?

Ne voit-on pas que les qualificatifs de sectaires et de dogmatiques qu'on nous attribue chaque jour est une véritable injure ?

Est-ce du sectarisme ou du dogmatisme que de soutenir que la classe ouvrière doit lutter pour conquérir des améliorations morales et matérielles et qu'elle doit se fortifier et se préparer à remplacer le capitalisme et l'Etat dans un temps prochain ?

Est-ce du sectarisme que de propager parmi les travailleurs l'idée d'un monde sans opprimés ni oppresseurs, dans lequel le libre arbitre et le bien-être de chacun et de tous seront une réalité ?

Est-ce une hérésie que de soutenir le programme de l'A.I.T. qui, par son action, prépare l'avènement du communisme anarchiste ?

Est-ce cette hérésie qui a provoqué l'actuelle décomposition des forces prolétaires ?

Est-ce la funeste action des anarchistes qui a provoqué la grande série d'échecs essuyés par les forces syndicales depuis quelques années ?

Il faut que ceux qui affirment de semblables choses aient le courage de prouver leurs affirmations.

Nous ne nierons pas que certains qui se sont ou s'intitulent encore anarchistes, ont une part de responsabilité dans certaines défaites ouvrières.

Mais la grande majorité des anarchistes militants dans les organisations ouvrières ne sauraient accepter le qualificatif de perturbateur ou être tenus pour responsables du marasme actuel.

Mieux les anarchistes, en tant qu'hommes d'idées ayant conscience de la responsabilité qui leur incombe, du fait qu'ils militent dans les organisations ouvrières, pourront démontrer, sans que nul puisse les démentir, que les erreurs, le confusionnisme et même le sectarisme, qui a tant causé de mal au syndicalisme, n'ont pu se produire que par l'éloignement, forcé ou volontaire, des syndicats des camarades anarchistes.

Ainsi donc, nous pouvons affirmer que si des erreurs, des déviations se sont produites, s'il y eut des échecs, tout cela n'est point imputable à l'action des anarchistes, un moment disparus du champ d'action, mais à ceux qui profitèrent d'une situation particulière pour s'emparer des postes que les anarchistes détenaient.

Lorsque les anarchistes se donnèrent entièrement au mouvement syndical, les organismes furent puissants et avaient une valeur positive parce que animés par un idéal.

Jetez sur l'œuvre réalisée un coup d'œil rétrospectif et vous verrez que le travail accompli, lorsque les anarchistes dirigeaient le mouvement, est de beaucoup le plus fécond, le plus efficace.

Ce qui signifie que l'organisation défendue par les anarchistes et nourrie par leur idéal donne à la classe ouvrière une grande garantie de libération totale.

Si les syndicats doivent avoir un idéal, — et c'est le désir de tous — cet idéal doit être l'Anarchie.

Dans le cas contraire, quel est l'idéal qui doit les animer ?

Qu'une fois pour toutes on nous l'explique franchement !

LA "BATAILLE SYNDICALISTE"

La minorité syndicaliste révolutionnaire attire l'attention de tous les camarades sur la nécessité qu'il y a pour les syndicalistes d'aider à vivre la «*Bataille Syndicaliste*».

Organe hebdomadaire, elle sera notre organe d'étude, notre ralliement.

Elle manque de ressources. Trouvez-lui en si vous voulez qu'elle paraisse régulièrement.

1. Faites-lui des abonnés (6 fr. pour 26 numéros ; 12 fr. pour 52).

2. Demandez à faire partie des «*Amis de la Bataille*» (10 fr. par mois. On peut assurer ce versement entre deux camarades).

3. Assurez la vente au numéro.

4. Faites des souscriptions.

Mais fournissez-lui des ressources, si, vraiment, vous voulez qu'elle vive et serve la cause syndicaliste révolutionnaire.

Adressez les fonds à Saroléa, 11, rue Petit, Paris (19) ; les articles à Chevalier Lucien, 71, boulevard de la Villette, Paris (10).

Les secrétaires de syndicats minoritaires ont reçu et recevront dix numéros à vendre. Nous leur demandons de bien vouloir s'en occuper et nous retourner les fonds.

Communiqués Syndicaux

DANS LE S. U. B.

Cimentiers, maçons d'art. — Réunion extraordinaire du conseil, ce soir, à 18 heures, bureau 13, 4^e étage, Bourse du Travail.

Maçonnerie pierre. — Conseil à 17 h. 30, bureau 13. Les camarades membres du conseil de la section se doivent d'y assister et les militants sont invités à participer à ces travaux.

Serrurerie et construction métallique. — Ainsi qu'il a été fixé la semaine dernière, ce soir, réunion des délégués d'ateliers à 18 heures, au bureau 14. La présence de tous est indispensable.

Commission de la bibliothèque. — Ce soir, à 18 heures, bureau 32. Présence indispensable.

Permanence prud'homale de 19 à 20 h., bureau 13.

Jeunesse syndicaliste intercorporative. — Nous informons les jeunes ouvriers du bâtiment et des travaux publics que la J. S. du bâtiment est de nouveau constituée. Tous les jeunes qui ont à cœur de participer à l'action et à la lutte quotidienne, qui désirent agrandir et perfectionner leurs connaissances sont invités à venir nombreux à la réunion qui aura lieu ce soir, à 20 h. 30, bureaux 13 et 14, 4^e étage, Bourse du Travail.

Une causerie sera faite par le camarade Boudoux. On commencera à l'heure fixée quel que soit le nombre des présents.

Fédération Nationale Unitaire des Moyens de Transport. — Les élections au conseil d'administration de la caisse autonome des retraites devant avoir lieu le 30 décembre, nous recommandons aux camarades électriciens et électriciens (a) candidature de notre camarade Marichard Léon, receveur à la Compagnie des Tramways de Limoges.

Tous les autres candidats appartenant à l'organisation patronale ou à la fédération réformatrice, nous sommes certains que tous les travailleurs des Transports feront bon accueil à l'unique candidat de la Fédération unitaire.

Simon.

Bijou, section des Balanciers, à 18 h. 30, au siège.

Hôtels, cafés, restaurants, bouillons. — De 14 à 17 h., salle des Commissions, 2^e étage : conseil.

Chez les boulangers. — Réunions d'aujourd'hui :

18^e arrondissement et Saint-Ouen : Maison commune, 42 rue Doudeauville. — Délégués : Lichon et Nectoux.

15^e arrondissement : Maison commune, 18, rue de Cambrai. — Délégué : Jung.

Habillement. Confection pour homme. — Ce soir, à 20 h. 30, conseil de section, salle des commissions, 4^e étage, Bourse du Travail.

Dans les métaux. — Réunions du jour :

Section de Montrouge : à 20 h. 30, à la Coopérative, Grand'Rue.

Section de Pantin-Aubervilliers : à 20 h. 30, 42, rue E.-Vaillant, à Pantin.

Bâtiment (13^e région). — Commission exécutive à 17 h. 30 au siège.

Fédération du bâtiment. — Réunion de la commission exécutive, ce soir, mercredi 19 décembre 1923, à 20 h. 30 précises, au siège.

Comité Intersyndical d'Issy-les-Moulineaux. — Réunion des membres de la C. E. aujourd'hui, 33, rue de la Grange-aux-Belles, à 21 heures.

Le Comité Intersyndical de Montreuil, Bagnolet, Vincennes, avec le concours du groupement des ouvriers boulangers de la Seine, organise le 24 décembre 1923, à 20 h. 30, salle des fêtes, rue Marcellin-chestre jazz-band.

Berthelot, un concert suivi de bal de nuit (or.)

Comité Intersyndical du 13^e. — Réunion le jeudi 20 décembre 1923, à 20 h. 30, boulevard de l'Hôpital, 163 (maison des syndicats). — Le Congrès de l'Union des Syndicats. Présence de tous les délégués.

Jeunesse Syndicaliste des 11^e et 12^e. — Tous les mercredi soir, à la Maison des Syndicats, 2, rue Saint-Benoît, l'on discute entre camarades. Aujourd'hui, causerie par Simon Blanc sur «*des principes élémentaires* ». La contradiction est admise.

Groupe syndicaliste révolutionnaire des ouvriers boulangers de la Seine. — Notre fédération de l'Alimentation vient, après notre syndicat, de passer sous l'emprise du parti communiste, et cela, avec une majorité très relative. Il faut aux politiques qui se sont occupés de toutes les organisations syndicales pour servir leurs visées de domination sur le prolétariat, mais les syndicalistes révolutionnaires ne se laisseront pas faire ; nous lutterons pour les démasquer et les empêcher de nuire.

A notre dernière assemblée il a été fait un compte rendu très partiel des Congrès fédéral et confédéral de Bourges ; ne pouvant pas, devant le sectarisme de nos politiciens, passer pour des perturbateurs nous nous sommes abstenus d'intervenir. Aujourd'hui, la mission pour des perturbateurs nous nous sommes donné pour tâche de résister aux manœuvres sournoises des partis et pour la sauvegarde du syndicalisme révolutionnaire dans le syndicat des ouvriers boulangers de la Seine.

En conséquence, nous invitons les camarades à assister à la réunion de la minorité qui aura lieu ce soir, à 17 h. 30 très précises, 8, avenue des Mathurins-Moreau, Paris-19^e. — (Descendre Métro : Combat).

Réunion de la minorité des employés de la Seine, jeudi 20 courant, à 20 h. 30, salle Raymond-Lefebvre, Maison des Syndicats, 8, avenue Mathurins-Moreau. — Présence indispensable.

NECROLOGIE

Notre camarade Daniel Emile, du Pré-Saint-Gervais, est décédé à l'hôpital Tenon. Nous adressons à sa famille nos sincères condoléances.

Les obsèques auront lieu aujourd'hui à 9 heures du matin. Rendez-vous pour la levée du corps, rue Pelleport (20^e).

Maternité cruelle

Des marins ont repêché dans la Seine le cadavre d'un nouveau-né qui était né viable, dit le docteur, et qu'on a étranglé.

Qui l'a étranglé ? La mère ? Peut-être. Elle eût préféré, sans doute, garder son enfant. Femme, on n'aime pas à souffrir.

La vie difficile. Qu'avait-elle souffert cette pauvre mère, pour penser sans doute : «*Une pauvre gosse de plus sur la terre ?*»

A quoi bon ? Non !

La Vie de l'Union Anarchiste

Fédération Anarchiste du Sud-Est

Malgré le désir exprimé par différents groupes de la Fédération, il nous est matériellement impossible pour cette fin d'année d'organiser une tournée après laquelle un congrès régional devant avoir lieu.

Rien n'est perdu pour attendre ; nous promettons de faire tout le nécessaire pour qu'au début de 1924 cela ait lieu. Afin de satisfaire tout le monde, une nouvelle circulaire va être envoyée à tous les groupes pour connaître leur avis à ce sujet.

Camarades du Comité d'Initiative, venez aux réunions tous les mardis à 20 h. au siège pour fixer la date de la tournée et tracer l'itinéraire à suivre.

De notre activité résulteront des avantages pour notre propagande anarchiste. Camarades de la région tous à l'œuvre.

Le secrétaire : Journet.

LE "COMBAT" Organe des Anarchistes du Nord et du Pas-de-Calais

Le numéro 8 vient de paraître, nouveau format agrandi, illustré d'un superbe cliché représentant Jacques Bonhomme chassant hors sa maison curés, gendarmes, bourgeois et chats fourrés. En exergue un aphorisme de notre regretté camarade Philippe Daudet : «*Pourquoi l'anarchie est-elle si surhumaine, le seul et unique idéal, est-il ainsi traîné dans la boue ?*» On trouve au sommaire : Lettre au camarade Marty ; «*Voici l'hiver* », poème de Madeleine Vernet ; la Situation actuelle chez les mineurs, par A. Bridoux ; le mois, revue des faits et gestes, par le gâcheur.

Chroniques locales et régionales : feuilleton : la Douleur Universelle, de notre ami S. Faure. — Tribune syndicale, etc. ; en 4^e page, vibrant appel au peuple émanant de la Fédération Anarchiste du Nord et du Pas-de-Calais sur le cas du camarade Ch. Louis Meerschaert.

Numéro à répandre.

Rédaction, administration, Achille Vigneron, rue des Ogiers, à Croix (Nord).

CONVOICATIONS

Réunion du Conseil d'administration ce soir à 8 h. 30.

Groupe anarchiste de Brest. — Notre but actuel, qui est de faire de la clarté dans la nuit, d'extirper l'ignorance, de projeter lumière et vérité, est contrecarré par les roulements, les politiciens de tout acabit, les démagogues, les débrouillards et les gens d'ordre.

Peu à peu, quand même, notre idéal perce. Semé par nos aînés entre les pavés ingrats dans les rues où gîte le peuple, il germe. A l'intérieur des villes se sont formés des groupes libertaires où l'on discute, lit, apprend.

Nous faisons donc appel aux amis, à ceux qui lui sont sympathiques pour qu'ils assistent à la causerie du jeudi 20, à 20 h. 30, école Bergot, boulevard Thiers, et prennent avec nous toutes mesures utiles à la vitalité du nouveau quotidien donnant les réponses faites par Germaine Berton aux jets de salive de l'«*Action Française*» et à tous ceux qui l'accablent.

Appel aux groupes de la région du Centre. Les groupes de Limoges et Montluçon font appel à tous les groupements anarchistes du Centre, désireux de créer une fédération régionale, dont le but serait d'assurer une collaboration plus étroite entre les groupements en vue d'intensifier la propagande dans notre région et d'élaborer divers plans d'action.

Tous les copains que cet appel intéresse sont invités à se mettre en rapport avec le camarade Maillet Paul, rue de la Solidarité-prolongée, Montluçon (Allier).

Montluçon. — Il est rappelé aux anarchistes et sympathiques que le groupe se réunit tous les vendredis, à 20 heures, à l'édifice communal, salle du docteur.

Groupe de Lyon. — Causeries populaires 47, rue Marignan. — Tous les lecteurs du «*Libertaire*» de Lyon et de la banlieue se feront un devoir d'assister à la conférence qui va nous être faite, le vendredi 21 décembre, par un camarade, étudiant américain de Chicago, sur le mouvement social en Amérique.

A 20 h. 30, au local, 17, rue Marignan. Invitation cordiale à tous et à toutes.

La Vie des Lettres

M. Georges Brandès et la littérature féminine. — Au cours d'une interview, M. Brandès, l'auteur de *Critiques et portraits*, traduit ainsi son opinion sur les femmes de lettres françaises : «*Dans ma jeunesse j'ai beaucoup aimé George Sand et, sauf une longue nouvelle intitulée la Marquise, son œuvre, aujourd'hui, me paraît bien démodée.*»

Marceline Desbordes-Valmore m'a charmé et je tiens Mme de Noailles pour un grand poète. J'ai rencontré autrefois chez une amie, une de vos meilleures romancières : Lucie Delarue-Mardrus. C'était, à cette époque, une toute jeune fille très belle. Vêtu de blanc adossée à la cheminée, elle déclamait des vers qu'elle venait de composer.

Tout ce que j'ai lu d'elle, surtout *Marie, fille-mère*, m'a beaucoup plu. De Mme Colette je ne connais que les *Villages de la rigne*, c'est trop peu pour apprécier un auteur. Je trouve Magdeleine Marx très douée et j'ai aussi goûté infiniment le roman qu'écrivait cette couturière : Marguerite Audoux. Il y avait là une simplicité énorme, très rare.

L'oublie certainement, et j'en ai conscience, bien d'autres femmes de talent. C'est par l'envoi de ses œuvres que j'ai fait jadis connaissance avec Jeanne Marni.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués